***Good Morning Babilonia ...* le patrimoine « immatériel » des universités est-il un acte manqué ? Brèves réflexions sur le cas de l'Université libre de Bruxelles**

Didier Devriese

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/3846>

DOI : 10.4000/insitu.3846

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Didier Devriese, « *Good Morning Babilonia ...* le patrimoine « immatériel » des universités est-il un acte manqué ? Brèves réflexions sur le cas de l'Université libre de Bruxelles », *In Situ* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 12 mars 2012, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/3846> ; DOI : 10.4000/insitu.3846

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Good Morning Babilonia ... le *patrimoine « immatériel » des* *universités est-il un acte manqué ?* *Brèves réflexions sur le cas de* *l'Université libre de Bruxelles*

Didier Devriese

- ¹ Au centre du campus des sciences humaines¹ de l'Université libre de Bruxelles se dresse une magnifique bibliothèque ayant la forme d'un triangle rectangle isocèle².

Figure 1

La nouvelle bibliothèque des sciences humaines, Campus du Solbosch, 1995.
© Jean-Dominique Burton.

- 2 Instrument documentaire, la bibliothèque se veut aussi symbole des valeurs portées par l'Université et reflet de son identité collective³ : sa forme géométrique fait explicitement appel au langage symbolique⁴ et renvoie aussi au langage de la franc-maçonnerie qui est à l'origine de la création de l'ULB.

Figure 2

La nouvelle bibliothèque des sciences humaines, Campus du Solbosch, 1995.

© Serge Brison.

- 3 La possession en propre d'un patrimoine et l'autonomie de gestion qui le gouverne posent indubitablement de nombreuses questions. Il s'agit notamment de s'interroger sur la conscience de l'existence de ce patrimoine chez les membres de la communauté, sur son existence – ou non – comme élément de construction de l'identité collective de l'Université et sur une valorisation ad hoc, tant vis-à-vis des membres de la communauté universitaire qu'à l'extérieur de celle-ci.
- 4 Dans ce contexte, je ne ferai ici que le portrait de la situation de l'Université libre de Bruxelles, entendue comme témoin d'une situation patrimoniale particulière et en s'attachant à sa documentation et à ses archives. Il faudra étendre plus tard ce portrait au patrimoine de l'Université dans son ensemble et s'interroger ensuite sur la constitution de celui-ci et les usages qui en sont faits : j'y reviendrai dans une publication qui prolonge celle-ci.
- 5 Une autonomie légale et administrative très importante laisse toute liberté à l'Université quant au traitement de son patrimoine, terme entendu ici dans son acception classique. Ce dernier unit collections patrimoniales artistiques mobilières, archives pérennes, archives intermédiaires et Réserve précieuse. On ajoutera à cette information la possession et la gestion des bâtiments, dont certains ont valeur patrimoniale, au moins pour partie.
- 6 Avant d'aborder le cœur du sujet, il convient de rappeler les quelques éléments de contexte historique et institutionnel qui déterminent à la fois l'autonomie de gestion de l'Université – et donc celle de son patrimoine – et participent de cette construction identitaire évoquée plus haut.

- 7 Je ne m'étendrai toutefois sur l'histoire de l'Université aux XIX^e et XX^e siècles⁵ que pour relever les événements et facteurs qui déterminent sa situation patrimoniale et je n'évoquerai la législation que dans la même perspective.
- 8 La naissance de l'Université libre de Bruxelles en 1834 est étroitement liée à celle de la Belgique nouvelle⁶. En 1830, au sein d'une Belgique naissante, le nouveau gouvernement décide de faire table rase du réseau d'enseignement d'État créé par le gouvernement hollandais, mettant ainsi en cause les universités existantes. Après de multiples tergiversations, des trois universités d'État que compte la jeune nation (Gand, Liège et Louvain), seules vont survivre celles de Gand et de Liège, tandis que se créent diverses institutions privées d'enseignement supérieur, dont les universités de Bruxelles et de Louvain. La décision prise par l'épiscopat de fonder en 1834 une université catholique précipite la décision « bruxelloise » : les milieux libéraux et la franc-maçonnerie adoptent un projet né en 1831 qui consiste à doter la capitale belge d'une université, conçue comme foyer de culture, porte-drapeau de la philosophie des Lumières et du libéralisme politique⁷.

Figure 3

L'Université libre de Bruxelles, rue des Sols, Bruxelles, 1912.

© ULB - Archives et Bibliothèques, collection iconographique.

- 9 La création de l'Université participe donc de ce mouvement de « pilarisation » belge, où lesdits piliers idéologiques, politiques et linguistiques se créent par juxtaposition d'institutions et de réseaux : réseaux d'enseignement (d'État, catholique, laïque..), de syndicats (libéraux, sociaux-chrétiens, socialistes...), de banques et coopératives (rurales, ouvrières, catholiques ...), d'associations diverses ... et dont l'existence explicite forme une réseau identitaire plus ou moins fort, dans lesquels les individus s'inscrivent assez naturellement, parfois de manière militante⁸. L'Université participe bien évidemment de cette pilarisation.
- 10 Université privée ne possédant pas de personnalité juridique, l'ULB ne peut être, lors de sa naissance, propriétaire des locaux qu'elle occupe ni d'aucun patrimoine propre. Les

locaux dont elle dispose sont mis gracieusement à sa disposition par la Ville de Bruxelles et les immeubles qui lui sont, de fait, offerts ou légués le sont juridiquement à la Ville qui lui en rétrocède l'usage⁹.

- 11 En 1911, l'Université libre de Bruxelles obtient, tout comme l'Université de Louvain, la personnalité civile¹⁰, réclamée avec insistance depuis de nombreuses années. Si l'Université est autorisée depuis 1876 à délivrer des diplômes légaux, la nouvelle loi, qui fait des universités « libres » (soit l'ULB et l'université catholique de Louvain) des personnes morales, doit désormais leur permettre d'accroître librement leurs ressources et de faire face à leurs obligations grandissantes. Elles sont désormais autorisées à posséder des immeubles¹¹, recevoir des legs et conclure des contrats¹².
- 12 Étrange paradoxe, la guerre va indirectement avoir un effet bénéfique à long terme pour les universités privées. La Belgique doit faire face, dès le mois d'octobre 1914, aux difficultés traditionnelles d'une occupation armée qui s'accompagne d'une profonde crise économique. Pour pallier les graves conséquences de celle-ci, les initiatives se multiplient : parmi les plus importantes figure la fondation du *Comité national de secours et d'alimentation* et la *Commission for Relief in Belgium* (C.R.B), organismes d'achat et de transport de denrées de première nécessité¹³.
- 13 Or la figure de la Belgique meurtrie est aussi illustrée par des drames qui atteignent les universités, tel l'incendie de la Halle aux Draps qui abritait la bibliothèque universitaire à Louvain, faisant disparaître plusieurs centaines de milliers de volumes et un trésor documentaire¹⁴. Une Commission ad hoc prévoit donc d'affecter les fonds de la C.R.B. et du Comité national de secours, restés disponibles à la fin de la guerre, à l'augmentation du patrimoine des quatre universités et de diverses autres institutions, après liquidation de la Commission for Relief in Belgium. Il s'agira aussi d'anticiper le choc démographique prévu pour l'après-guerre.
- 14 Pour l'Université libre de Bruxelles, comme pour d'autres universités belges, l'entre-deux-guerres va donc se traduire par un accroissement spectaculaire de son patrimoine immobilier et mobilier, et documentaire. Sans en faire ici un inventaire détaillé, relevons l'érection d'un campus « à l'américaine » sur le plateau du Solbosch – situé à l'époque en banlieue bruxelloise – et qui comprend les Facultés des Sciences et des Sciences Appliquées (l'École polytechnique), un bâtiment pouvant abriter les Facultés de Droit et de Philosophie et Lettres, l'administration de l'Université et la Bibliothèque.

Figure 4

L'Université libre de Bruxelles, le campus du Solbosch, ca. 1935.

© ULB, Archives et Bibliothèques, série iconographique.

Figure 5

Dessin du couronnement de la tour du « bâtiment central », architecte A. Dumont, 17 avril 1926, campus du Solbosch.

© ULB - Archives et Bibliothèques, série cartes et plans.

- 15 En un autre lieu de Bruxelles, historiquement occupé par un ensemble hospitalier, est érigé un complexe hospitalo-facultaire qui rassemble l'École de Médecine, l'hôpital universitaire, l'École de soins infirmiers et des bâtiments dédiés à la recherche biomédicale. Ouvertures et inaugurations se succèdent de 1924 à 1930.

Figure 6

La façade de la Faculté de médecine, ca. 1930.

© ULB - Archives et Bibliothèques, série iconographique.

- 16 Il est inutile de poursuivre ici cet examen sauf à noter, comme dans nombre d'universités européennes, l'extension des campus existants pour faire face, notamment, au boom démographique des années 1950 et à la spécialisation en campus « thématiques » entamée dans les années 1970 et aujourd'hui achevée. Dans le cas de l'Université libre de Bruxelles, université complète aux termes de la loi belge, soit couvrant toutes les disciplines et tous les cycles d'études, il s'agira du transfert plus ou moins homogène des enseignements des sciences sur un campus dédié et de la translation des sciences de la santé sur un site hospitalo-facultaire érigé petit à petit au cours des années 1970 et dont l'extension s'est poursuivie jusqu'aux années 2010¹⁵. Je n'évoque ici cet accroissement immobilier que parce qu'il s'accompagne de facto d'un accroissement patrimonial.
- 17 Au plan documentaire, les accroissements des collections¹⁶ et la réorganisation profonde des bibliothèques sont symbolisés par « ... (une) nouvelle bibliothèque, un pivot architectural (du campus) dans une zone où se côtoient des bâtiments de styles très différents ». Inaugurée en 1994, cette bibliothèque qui est l'un des instruments d'une politique documentaire centralisée, devient vite un emblème de l'Université, je l'ai évoqué.

Figure 7

La nouvelle bibliothèque des sciences humaines, Campus du Solbosch, 1995.

© Jean-Dominique Burton.

- 18 Ici se rejoignent patrimoines « immatériel » et matériel. Les bibliothèques, outre les collections classiques d'enseignement ou destinées à la recherche, sont aussi le lieu de conservation d'une « réserve précieuse » soit, à l'origine, le département de conservation des ouvrages rares, des livres d'art et les ouvrages hors format¹⁷. Les livres anciens rares et précieux formeront, dès les années '70, la matrice d'une section de la bibliothèque intitulée la Réserve des livres précieux, où furent notamment transférés les livres antérieurs à 1800. La constitution d'une section à vocation patrimoniale s'accompagne de legs et dons de collections précieuses (bibliothèque du poète Max Elskamp, bibliothèque de l'historien Henri Pirenne¹⁸...) et en particulier du don d'un fonds littéraire, mobilier et artistique, celui du dramaturge Michel de Ghelderode¹⁹, qui conduit à la constitution d'une bibliothèque-musée²⁰. Le développement de fonds particuliers (littératures populaires, fonds symbolistes ou surréalistes...) s'accompagne depuis les années '80 de missions scientifiques portant par exemple sur l'histoire du livre de langue française contemporain (XIX^e - XX^e siècles), l'histoire de la presse et de l'édition, qui représentent près de 60 000 volumes, revues, journaux et imprimés divers, représentant plus ou moins 1Km linéaire. De manière générale, si la constitution des collections remonte donc à l'époque de la fondation de l'Université et qu'elle est marquée, comme dans toute autre institution, par des événements conjoncturels (un incendie détruit en 1886 la quasi-totalité des collections) ou structurels (notamment les réformes centralisatrices²¹), la volonté patrimoniale initiale tout d'abord déterminée par un terminus *ad quem* classique (les ouvrages avant 1800) évolue vers la constitution d'une collection de « protection du patrimoine imprimé ». La volonté par exemple de privilégier des volets tels que les littératures populaires en sont un bel exemple²².

Figure 8

La Réserve précieuse de l'Université libre de Bruxelles, 2009.

© Anne-Sophie Devriese-Marchant.

- 19 Quant aux archives des universités belges et, en particulier ici, celles de l'Université libre de Bruxelles, elles sont objet d'une situation très particulière. En effet, à l'instar de la situation juridique générale de l'Université, le principe d'autonomie de gestion guide le traitement des archives car aucun cadre légal ou décretaal ne prescrit ni l'obligation de traitement ni a fortiori les conditions de celui-ci. Si la conservation et la production de pièces faisant preuve (de trésorerie, comptes, relatives aux emplois, à la protection de la vie privée etc.) relèvent bien des obligations légales de l'Université, l'on peut en déduire que la conservation de celles-ci s'en trouve prescrite. Seul un article des statuts organiques précise implicitement cette obligation, en spécifiant que « Le Secrétaire est nommé par le Conseil d'Administration. Il est chargé de la rédaction des rapports et de la rédaction des procès-verbaux ainsi que de la garde des archives²³ ».
- 20 Revenons-en au cadre légal : aux termes successifs de diverses lois²⁴, si l'Université est une université privée, elle est néanmoins soumise à des devoirs et obligations similaires aux institutions d'État. Mais la loi fédérale de 1955 (modifiée en 2009) relative aux archives publiques²⁵, ne porte que sur les archives strictement publiques et assimilées²⁶ : l'Université demeurant une institution privée, aucune des prescriptions fédérales en matière d'archives ne s'applique à son corpus documentaire. En outre, les autres décrets qui pourraient influencer sur ce corpus ne s'appliquent pas non plus en ce cas. La Communauté française de Belgique, « issue d'un processus de réformes institutionnelles de l'État belge qui s'est déroulé en plusieurs phases²⁷ », dont les compétences « s'exercent en matière d'Enseignement, de Culture, de Sport, de Jeunesse, de Santé (...) » a notamment autorité sur divers domaines patrimoniaux et en particulier sur certaines

archives privées. D'une part un « Décret relatif aux centres d'archives privées en Communauté française de Belgique »²⁸ fixe les définitions des archives et des producteurs visés²⁹ ; aux termes du premier article du décret, les archives des universités à statut privé auraient pu être prises en compte par le texte mais celui-ci en « [exclut] les services d'archives organisés directement ou indirectement par un musée, une université, une institution de recherche agréée, une bibliothèque publique ou liés à un organisme à but lucratif en activité au moment de l'agrément ». D'autre part, les compétences de la Communauté française de Belgique en matière culturelle et patrimoniale lui ont permis d'édicter un « Décret relatif aux biens culturels mobiliers et au patrimoine immatériel de la Communauté française³⁰ » qui inclut potentiellement certaines archives (au titre III, « biens industriels, scientifiques ou commerciaux et des archives d'intérêt public³¹ ») dès lors que le gouvernement estime leur sauvegarde nécessaire³². Toutefois, ce droit de classement – terme entendu ici au sens « d'œuvre classée » – de sauvegarde et de préemption s'exerce en priorité sur un patrimoine en péril... Qu'il s'agisse d'archives ou, de manière plus générale de patrimoine, les universités ne sont pas visées par ce décret.

- 21 Dès lors, c'est donc aux administrations des universités – ici de statut privé – qu'incombe la responsabilité de leurs archives. En 1967 l'ULB crée – mais est-ce à cette fin ? – un service d'archives, qui figure ainsi parmi les plus anciens services d'archives universitaires, dans l'acception contemporaine du terme³³. Cette singularité, si elle est le fruit d'une situation légale particulière, ne peut se réduire à celle-ci : en effet, dans de nombreux pays où les institutions d'archives locales ou nationales prenaient en charge les archives pérennes, les universités se sont néanmoins dotées de services d'archives universitaires, dont les compétences et les fonctions vont de la gestion des archives intermédiaires jusqu'à la conservation des archives pérennes³⁴.

Figure 9

Lettre de W. Nernst à E. Solvay, Berlin, 26/07/1910.

© ULB - Archives et Bibliothèques ; fonds des Instituts de Physique et Chimie Solvay, 11Z, n°1688a.

- 22 La création du Services des archives de l'Université répond tout autant à une fonction historienne et documentaire qu'à celle d'un greffe : « il (le service) est chargé tout à la fois de rassembler et de conserver les documents administratifs qui ne sont plus d'utilité journalière dans les bureaux, et de réunir toute forme de documentation non officielle pouvant aider à éclairer l'histoire de l'ULB sous ces diverses facettes³⁵ ». En outre, « il est apparu utile de rassembler (...) certains documents originaux et cela dès leur rédaction : ainsi que les procès-verbaux des organes de décision de l'Université, les contrats et conventions conclus entre celle-ci et des tiers, des statuts et règlements, etc., et ceci sans attendre qu'ils acquièrent une valeur historique ». Le service est aussi institué comme centre de recherche sur l'histoire de l'Université, ce qui influe sur sa destinée et les collections conservées : « le double rôle assigné aux Archives a eu tôt fait d'influencer la collecte de la documentation. Bien entendu, et par définition, le service se doit de recueillir les dossiers administratifs "morts", c'est-à-dire devenus inutiles pour la gestion quotidienne des diverses branches de l'administration (...). Mais les archives administratives ne sont souvent qu'une source, bien imparfaite à plus d'un titre, pour retracer l'histoire de notre *Alma mater* ». Par exemple, une attention particulière était ainsi accordée à « (...) l'étudiant, sans qui l'Université n'aurait pas de raison d'être, n'est, pour l'administration, qu'une unité de données statistiques ou, à l'occasion, qu'un objet d'une aide sociale. Rien ou presque rien dans les dossiers officiels sur sa vie quotidienne, ses soucis, ses préoccupations, son attitude face à la vie, à la Société (sic), à l'avenir³⁶ ». On conclura par le fait qu'il est « (...) donc primordial de collecter aussi d'autres documents, non administratifs mais tout aussi intéressants, capables de faire revivre tous les aspects de la vie universitaire³⁷ ».

Figure 10

Le premier Conseil de Physique Solvay, octobre 1911.
© ULB - Archives et Bibliothèques, série iconographique.

Figure 11

LAMBERT, F. & BERENDS, F. Une « première mondiale » en physique : le Conseil Solvay de 1911. Éd. D. Devriese, collection Lecture libre, 2, Bruxelles, 2011.

- 23 Le « code génétique » des Archives de l'Université est donc complexe et va se traduire par la constitution de collections polymorphes, comme le signale le premier archiviste, créateur du service. D'une part, l'orientation du service est clairement axée sur la gestion documentaire au sens anglo-saxon du terme (*records management*) et anticipe même certains concepts modernes (*records continuum*) puisque diverses pièces acquièrent le statut d'archives « dès leur rédaction » ; l'accent est en outre mis sur la gestion des archives intermédiaires de l'administration. D'autre part, la fonction historique demeure toute puissante puisque, alors qu'il est question des archives administratives, il nous est rappelé qu'« (elles) ne sont souvent qu'une source, bien imparfaite (...) ». La fonction de *records management* se trouve probablement inféodée à celle de centre d'histoire sur l'Université et, en tout état de cause, les deux fonctions sont ici confondues comme c'est souvent le cas dans la tradition archivistique continentale³⁸. De manière générale, on conçoit ici que les Archives de l'Université ont été de manière plus ou moins délibérée, plus ou moins consciente, comme un double instrument, de gestion et identitaire : « Certes, les archives sont des ressources à exploiter de façon rentable. Elles sont également des instruments d'information devant être fiables. Toutefois, elles constituent avant tout une mémoire qui affirme l'identité d'un organisme en lui assurant un cadre référentiel cohérent³⁹ ».
- 24 Il faudrait encore ici traiter de la situation complexe du patrimoine artistique, mobilier et scientifique de l'Université. Je me contenterai provisoirement d'une très brève esquisse de celle-ci. Les collections d'enseignement et artistiques sont, pour la part la plus importante de celles-ci, prises en charge par un maillage de musées de l'Université⁴⁰, lesquels gèrent des collections diverses, allant de collections d'enseignement en zoologie à l'art contemporain. Les musées de l'Université disposent d'une très large autonomie, du fait de l'autonomie de l'Université elle-même mais aussi en raison de la possibilité d'être reconnus comme entités propres par les pouvoirs régionaux et communautaires (voir *supra*) et de disposer alors de subsides publics⁴¹.

Figure 12

Le Musée de la médecine, Université libre de Bruxelles, Campus Érasme, 1995.

© Jean-Michel Clajot.

Figure 13

Le Musée de zoologie, ca. 2000.

© ULB - Archives et Bibliothèques, série iconographique.

- 25 Ces musées sont regroupés au sein d'un réseau propre à l'Université, lequel fédère notamment des actions communes relatives à la visibilité des musées.
- 26 En outre, l'unité des Archives, du Patrimoine et des Collections spéciales est chargée de l'inventaire de la collection patrimoniale artistique mobilière, en collaboration étroite avec le Département d'histoire et d'histoire de l'Art. Cette dernière collection fait aujourd'hui l'objet d'une catalographie systématique tandis qu'une partie de la collection est rendue accessible via une iconothèque numérique⁴².

Figure 14

Charles van der Stappen. *David*, bronze [1876-1878], étape des « *Chemins de la mémoire ...* », patio de la Réserve précieuse de l'Université libre de Bruxelles, inventaire du patrimoine ULB438, 2009.

© ANNE-SOPHIE DEVRIESE-MARCHANT.

- 27 On y ajoutera un recensement des œuvres décoratives liées au patrimoine immobilier. De surcroît, une valorisation de ces collections se fait via des « itinéraires » accompagnés de publications⁴³.

Figure 15

Lucien Rion. *Salamandres*, relief écrasé - métal repoussé, s.d. inventaire du patrimoine ULB442.

© ULB - Archives et Bibliothèques, série iconographique.

- 28 Un autre exemple de valorisation, qui tient aussi de la mise à disposition de ressources documentaires, est celui des « Digithèques » : les archives et bibliothèques développent des bibliothèques numériques mettant en ligne des imprimés peu accessibles ou rares⁴⁴, organisées par auteurs, par types ou encore par thèmes (ainsi par exemple celle d'Henri Pirenne, des revues littéraires belges ou encore de l'histoire de l'Université).
- 29 En guise de provisoire et brève conclusion, je crois nécessaire de s'interroger sur « l'intentionnalité floue » qui préside à la collection patrimoniale de l'Université. Produit de multiples initiatives plus ou moins indépendantes les unes des autres, le patrimoine de l'ULB – entendu ici dans toutes ses acceptions – ne fait pas (encore ?) l'objet d'une politique instituée. La constitution de ces collections est pour partie le produit d'une « accumulation » institutionnelle dénuée de toute réelle intention patrimoniale.
- 30 On en veut pour preuve le faible intérêt de l'institution pour ses collections artistiques historiques, à l'exception de la mise en valeur de quelques œuvres exemplaires ou célèbres (Ensor, Delville, Somville...), et ce jusqu'à une époque récente.

Figure 16

Jean Delville. *Prométhée*, huile sur toile, 1907, inventaire du patrimoine ULB241b.

© ULB - Archives et Bibliothèques, série iconographique.

- 31 Toutefois, des collections particulières sont peu à peu constituées en tant que telles – isolément – à des fins patrimoniale et parfois identitaire ; c'est le cas de la Réserve précieuse, de certaines collections d'enseignement patrimonialisées comme celle du musée de Zoologie, de la collection d'art contemporain... et bien évidemment des archives, qui répondent pour partie à la vocation citée plus haut. Enfin, la représentation symbolique est parfois délibérée, comme c'est le cas pour la construction de la Nouvelle Bibliothèque évoquée en incipit. La « mise en patrimoine » est donc le fruit d'une intention identitaire floue, qui gagnerait à être verbalisée... une verbalisation qui s'incarne peut-être dans la constitution d'inventaires patrimoniaux.

NOTES

1. - *Good Morning Babilonia* est un film franco-italien réalisé par Paolo et Vittorio Taviani, en 1987, qui par un jeu d'emboîtements successifs mène deux faux maîtres-maçons à réaliser la sculpture monumentale d'un éléphant en carton-pâte et à les faire ainsi embaucher comme décorateurs de films.

2. - Inaugurée en 1994, l'image de cette bibliothèque est, depuis cette date, très fréquemment utilisée pour symboliser l'Université libre de Bruxelles. Voir par exemple : DEVRIESE-

MARCHANT, A.-S., DEVRIESE, D., POLLET, I. et VANHERWEGHEM, J.-L. *Les cent septante-cinq ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles : ULB, 1^{ère} et 4^{ème} de couverture. Sur la bibliothèque elle-même voir : DEVROEY, J.-P & BROUWER, Ch. *Bibliothèque(s) : les bibliothèques de l'Université de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle Bibliothèque des Sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université de Bruxelles, 1995. <http://hdl.handle.net/2013/ULB-DIPOT:oai:dipot.ulb.ac.be:2013/16065>, et en particulier : BROUWER, Ch. & FREDERIC, F. « Les bibliothèques de l'ULB : 160 ans d'existence ». *Bibliothèques : les bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle bibliothèque des sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles 1995, p. 11-52, <http://hdl.handle.net/2013/ULB-DIPOT:oai:dipot.ulb.ac.be:2013/17817>.

3. - Comme le signalent Jean-Pierre Devroey et Christian Brouwer, « avec sa silhouette de grand transatlantique, dressée au milieu du campus du Solbosch, la Nouvelle Bibliothèque s'est affirmée comme l'un des lieux de référence de l'Université libre de Bruxelles (...) », voir : DEVROEY, J.-P & BROUWER, Ch. *Bibliothèque(s) : les bibliothèques de l'Université de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle Bibliothèque des Sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université de Bruxelles, 1995, p. 7.

4. - « Symbole de réflexion et d'élévation, le triangle est l'objet de spéculations mathématiques et philosophiques depuis l'Antiquité. Au plan de la symbolique, cette forme convenait admirablement à une bibliothèque (...) », voir DEVROEY, J.-P & BROUWER, Ch. *Bibliothèque(s) : les bibliothèques de l'Université de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle Bibliothèque des Sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université de Bruxelles, 1995, p. 70.

5. - Voir : DESPY-MEYER, A. et UYTTEBROUCK, A. (dir.). *Les Cent cinquante ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles, 1984 ; DEVRIESE-MARCHANT, A.-S., DEVRIESE, D., POLLET, I. et VANHERWEGHEM, J.-L. *Les cent septante-cinq ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles : ULB, 2010.

6. - Voir pour une introduction : WITTE, E. et CRAEYBECKX, J. *La Belgique politique de 1830 à nos jours : les tensions d'une démocratie bourgeoise*. Bruxelles : Labor, 1987 ; DELWIT, P. *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, 2^e éd. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010 ; *Histoire de la Chambre des représentants de Belgique, 1830-2002*, (dir. Éliane Gubin et al.). Bruxelles, 2003.

7. - Voir par exemple : HOEBANX, J.-J. (†). « La fondation de l'Université libre de Belgique ». Dans Pierre-Théodore Verhaegen. *L'homme, sa vie, sa légende. Bicentenaire d'une naissance*. Bruxelles : Université libre de Bruxelles, 1996.

8. - WITTE, E. et CRAEYBECKX, J. *La Belgique politique de 1830 à nos jours : les tensions d'une démocratie bourgeoise*. Bruxelles : Labor, 1987, p. 53-144.

9. - DESPY-MEYER, A. et UYTTEBROUCK, A. (dir.). *Les Cent cinquante ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles, 1984, p. 26-28.

10. - Loi du 12 août 1911.

11. - Ceux-ci peuvent être l'objet d'un classement patrimonial immobilier, compétence relevant aujourd'hui des régions et plus particulièrement pour l'ULB, de la Région de Bruxelles-Capitale ; ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier.

12. - DESPY-MEYER, A. et UYTTEBROUCK, A. (dir.). *Les Cent cinquante ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles, 1984, p. 27.

13. - Voir : BROUWER, Ch. et DEVRIESE, D. « ULB-USA ». Dans *ULB-USA. Passé, présent et futur d'une fructueuse collaboration* (éd. A. Despy et J.-P. Devroey). Bruxelles : Université Libre de Bruxelles, 1996, p. 12-61.

14. - Voir : D'HAENENS, A. *L'Université catholique de Louvain. Vie et mémoire d'une institution*. Bruxelles : la Renaissance du Livre, 1993.

15. - DEVRIESE-MARCHANT, A.-S., DEVRIESE, D., POLLET, I. et VANHERWEGHEM, J.-L. *Les cent septante-cinq ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles : ULB, 2010, not. p. 50- 67.

16. - Voir : BROUWER, Ch. & FREDERIC, F. « Les bibliothèques de l'ULB : 160 ans d'existence ». *Bibliothèques : les bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle bibliothèque des sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles 1995, passim.
17. - Voir le site : <http://www.bib.ulb.ac.be/fr/bibliotheques/reserve-precieuse/index.html>. Voir FREDERIC, F. « Fatras ou collection raisonnée ? La Réserve précieuse des Bibliothèques de l'Université Libre de Bruxelles ». *Archives et bibliothèques de Belgique*, LXXII (1-4), 39-49, 2001. <http://hdl.handle.net/2013/ULB-DIPOT:oai:dipot.ulb.ac.be:2013/81099> ; FREDERIC, F., FAYT, R. & DEVROEY, J.-P. *La réserve précieuse haute en couleurs*. Bruxelles : ULB, 1989, <http://hdl.handle.net/2013/ULB-DIPOT:oai:dipot.ulb.ac.be:2013/66962>.
18. - Voir le site : <http://digitheque.ulb.ac.be/fr/digitheque-henri-pirenne/index.html>.
19. - Voir le site : <http://www.bib.ulb.ac.be/fr/bibliotheques/reserve-precieuse/collections/bibliotheque-michel-de-ghelderode/index.html>.
20. - Voir le site : <http://www.ulb.ac.be/musees/index.html>.
21. - Voir : BROUWER, Ch. & FREDERIC, F. « Les bibliothèques de l'ULB : 160 ans d'existence ». *Bibliothèques : les bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles depuis sa création et la Nouvelle bibliothèque des sciences humaines*. Bruxelles : Bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles 1995.
22. - Voir notamment sur ces collections : FREDERIC, F. « Littérature populaire et témoignage : les livres que Norton Cru n'a pas lus ». Dans FREDERIC, M. & LEFEVRE, P. (Éds.). *Actes du colloque Sur les traces de Jean Norton Cru* (p. 53-74). Bruxelles : Centre d'Histoire militaire - Musée Royal de l'Armée, 2000. Voir le site : <http://hdl.handle.net/2013/ULB-DIPOT:oai:dipot.ulb.ac.be:2013/80969>
23. - Statuts organiques de l'Université libre de Bruxelles, en vigueur à partir du 15.9.2010, article 41, Chapitre III – « Du Secrétaire de l'Université et du siège administratif de l'Université », <http://www.ulb.ac.be/ulb/greffe/documents/docs/STATUTS-ORGANIQUES.pdf>
24. - Loi de 1911 accordant aux universités libres le statut juridique de personne morale, comme évoqué *supra* ; loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, organisé ou subventionné par la Communauté française. *Moniteur Belge*, 12/09/1970 ; loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. *Moniteur Belge*, 17/09/1971 ; voir BAYENET, B. & BOSTEELS, O. *Le financement des universités en Belgique*. Bruxelles : ULB, 1998 ; décret définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités [dit « Bologne »]. *Moniteur Belge*, 18/06/2004.
25. - Voir : DEPOORTERE, R. « Les archives en Belgique : une réalité éclatée ». *Archives*, vol. 34, n°1 et 2, 2002-2003, p. 101-117.
26. - Comme le signale R. DEPOORTERE : « En fait, la Belgique peut s'enorgueillir de posséder la loi sur les archives la plus courte au monde : un texte de 7 articles qui se contente de poser quelques grands principes, de fixer les missions principales des Archives nationales, et laisse au Roi le soin d'en préciser par arrêtés les modalités d'exécution. Un arrêté royal est venu le 12 décembre 1957 déterminer les obligations des administrations publiques quant à la préparation des transferts de documents aux Archives nationales. La loi de 1955 interdit aux services publics de tous les niveaux institutionnels, depuis le Conseil d'État et les ministères fédéraux jusqu'aux administrations communales, ainsi qu'aux cours et tribunaux de l'ordre judiciaire, et aux organismes d'utilité publique (appelés en Belgique « paraétatiques » ou « parastataux »), de détruire leurs archives sans l'autorisation préalable de l'Archiviste général du Royaume, titre conféré au directeur général des Archives nationales. L'Archiviste général du Royaume jouit d'un droit de contrôle sur les archives de ces producteurs, il en supervise donc la conservation dans des conditions adéquates. À ce titre, il définit les modalités de conservation, diffuse des directives et envoie ses collaborateurs inspecter les locaux d'archivage chez les producteurs », loc. cit., p. 101.

27. - « Les matières gérées par la Communauté française de Belgique lui ont été attribuées par la Constitution belge et par les différentes réformes constitutionnelles qui, dès les années 1970, ont graduellement transformé la Belgique en un État fédéral ». Voir http://www.cfwb.be/index.php?id=portail_histoire, 21.05.2011 et http://www.cfwb.be/index.php?id=portail_competences.

28. - *Moniteur Belge*, 18/06/2004.

29. - « 1° Archives privées. Tous documents 1) quels que soient leur forme et leur support matériel, produits - c'est-à-dire créés ou reçus - 2) conservés par toute personne physique ou morale, tout service, tout groupe de personnes et organismes de droit privé, documents qui contiennent des informations relatives aux activités d'entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, d'organismes ou d'organisations sociaux, syndicaux, patronaux, politiques, environnementaux, généalogiques ou culturels ou d'établissements d'enseignement existants ou dissous, au domaine de la création et de l'activité artistiques, 3) à l'exception des biens du domaine public ou privé fédéral ou d'une autre Région ou Communauté ainsi que les archives de particuliers qui y sont relatives 4) dont le ou les propriétaires souhaitent le versement en tout ou en partie à un centre d'archives privées. 2° Producteur d'archives. Toute personne physique ou morale, tout service, tout groupe de personnes et organismes de droit privé qui constitue des archives ».

30. - *Moniteur Belge*, 24/09/2002.

31. - *Moniteur Belge*, 24/09/2002.

32. - « Le Gouvernement peut exercer un droit de préemption sur les archives de plus de 30 ans et qui contiennent des informations relatives aux activités d'entreprises commerciales, industrielles ou artisanales, d'organisations sociales, syndicales ou politiques, d'organismes culturels ou d'établissements d'enseignement existants ou dissous, au domaine de la création et de l'activité artistiques, à l'exception des biens du domaine public ou privé fédéral ou d'une autre Région ou Communauté » : *Moniteur Belge*, 24/09/2002.

33. - Les « services » d'archives universitaires sont souvent très anciens et parfois concomitants de la création des universités : on peut retenir ici l'exemple de l'Université de Vienne où la création d'un conservatoire d'archives lié à la chancellerie date de 1465, soit un siècle après la création de l'Université elle-même. Les premiers services modernes se sont créés dans le courant des années 1960, le plus souvent afin de remplir les fonctions de greffe ; on peut retenir ici l'exemple de l'Université de Montréal où la « Division de la gestion de documents et des archives de l'Université de Montréal » a été créée en 1966. Le phénomène s'est amplifié et traduit en construction institutionnelle lors de la création en 1992 d'une section professionnelle au sein du Conseil international des archives, la ICA/SUV <http://www.ica.org/3061/au-sujet-de-la-section-des-archives-des-universits-et-des-institutions-de-recherche-suv/au-sujet-de-la-section-des-archives-des-universits-et-des-institutions-de-recherche-suv.html> et <http://www.library.illinois.edu/ica-suv/history.php>, 15/05/2011.

34. - Voir en dernier lieu : ROBERT, O. (éd.). *Les archives dans l'université, Actes du colloque international, Université de Lausanne*, 30 et 31 octobre 2008, Bern.

35. - UYTTEBROUCK, A. « Le service des archives ». Dans DESPY-MEYER, A. et UYTTEBROUCK, A. (sous dir.). *Les Cent cinquante ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles, 1984, p. 355.

36. - Sur la question des archives estudiantines, voir par exemple : *Archives, université, monde étudiants : une mémoire en construction*. Actes de la Journée des Archives UCL 2002, Louvain, 2003 et pour la bibliographie francophone <http://www.caarme.fr/> 15.05.2011 et <http://www.citedesmemoiresetudiantes.org/> 15.05.2011.

37. - UYTTEBROUCK, A. *Le service des archives*. Dans DESPY-MEYER, A. et UYTTEBROUCK, A. (sous dir.). *Les Cent cinquante ans de l'Université libre de Bruxelles*. Bruxelles, 1984, p. 356.

38. - Voir par exemple : DUCHEIN, M. « Clio et l'archiviste : mariage indissoluble ou union libre ? ». Dans *Miscellanea in honorem Caroli Kesckeméti. Archives et Bibliothèques de Belgique*, n° spécial 54, p.131-142. De manière générale : DEVRIESE, D. « Vers une lecture épistémologique de

l'archivistique ». Dans *Archives, archivistes et archivistique dans l'Europe du nord-ouest de l'antiquité à nos jours : Entre gouvernance et mémoire*. Université Charles-de-Gaulle-Lille III, IRHiS - Institut de recherches historiques du septentrion. Villeneuve d'Ascq : Centre de gestion de l'édition scientifique, 2006, p. 303-316.

39. - CARDIN, Martine. 1995. Archivistique, information, organisation, mémoire. L'exemple du Mouvement coopératif Desjardins, 1900-1990. Québec : Septentrion, p. 31.

40. - Voir le site : <http://www.ulb.ac.be/musees/>.

41. - Voir le site : http://www.patrimoineculturel.cfwb.be/fileadmin/sites/colpat/upload/colpat_super_editor/colpat_editor/documents/Decrets/DecretMusees17_07_02.pdf.

42. - Voir le site : <http://www.ulb.ac.be/dep-saa/iconotheque/collections.html>.

43. - *Chemins de la mémoire : parcours à travers le patrimoine sculpté de l'Université libre de Bruxelles*, éd. S. Clerbois. Bruxelles : ULB, 2009.

44. - Voir le site : <http://digitheque.ulb.ac.be/>.

RÉSUMÉS

La situation institutionnelle de l'Université libre de Bruxelles, comme de la plupart des Universités belges, suppose la possession en propre d'un patrimoine et une autonomie de gestion complète en la matière. Cette situation appelle indubitablement de nombreuses questions. Il s'agit notamment de s'interroger sur la conscience de l'existence de ce patrimoine chez les membres de la communauté, sur son existence – ou non – comme élément de construction de l'identité collective de l'Université et sur une valorisation ad hoc, tant vis-à-vis des membres de la communauté universitaire qu'à l'extérieur de celle-ci. Par-delà le contexte institutionnel, légal et réglementaire, on évoquera ici quelques étapes de l'histoire des unités patrimoniales (Archives, musées, Réserve précieuse ...) et on s'interrogera sur les intentions qui président à la constitution d'un patrimoine raisonné.

As an institution, the Free Brussels University, like any other Belgian University, has its own cultural patrimony and has the right to manage it by itself. This obviously gives rise to a number of questions. What is the awareness of this patrimony among University members? How does it help establishing a collective identity? How can it be used and promoted inside and outside the University? Beyond the legal, institutional and regulatory contexts, here will be brought up a few steps in the History of patrimonial units (Archives, museums, Réserve précieuse...), as well as a reflection about the purpose behind the establishment of a reasoned patrimony.

INDEX

Mots-clés : archives, Belgique, collection, œuvre d'art, patrimoine, réserve précieuse, université.

AUTEUR

DIDIER DEVRIESE

Conservateur des Archives, du Patrimoine et des Collections spéciales, Archives et Bibliothèques,
Université libre de Bruxelles Didier.Devriese@ulb.ac.be